



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CEP/2003/27
15 septembre 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Dixième session

(Genève, 20-22 octobre 2003)

(Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire)

SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT

Note du secrétariat

1. À sa septième session, en septembre 2000, le Comité des politiques de l'environnement a adopté le mandat du Groupe de travail spécial de la surveillance de l'environnement (ECE/CEP/74, annexe III), sur lequel figuraient en bonne place certaines activités préparatoires en prévision de la Conférence ministérielle de Kiev «Un environnement pour l'Europe», en particulier un appui à apporter pour l'élaboration de la troisième évaluation paneuropéenne (*Évaluation de Kiev*).
2. Le Groupe de travail a fourni des apports substantiels à la Conférence de Kiev «Un environnement pour l'Europe». Il a participé à l'élaboration, par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), de l'*Évaluation de Kiev*, que les ministres ont accueillie avec intérêt. Il a formulé des recommandations sur le renforcement des systèmes nationaux de surveillance et d'information concernant l'environnement dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, ainsi que des principes directeurs pour l'élaboration de rapports sur l'état de l'environnement. Ces deux documents ont été approuvés à la Conférence de Kiev.
3. Le Groupe de travail a contribué à améliorer la visibilité et renforcer les capacités des unités chargées de la surveillance et de l'information concernant l'environnement au sein des ministères de l'environnement des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Des coordonnateurs chargés de pays particuliers ont été désignés au sein du Groupe de travail et des réseaux ont été établis entre les experts chargés des activités de surveillance dans les pays en question pour ce qui concerne les technologies de l'information, la pollution atmosphérique,

les eaux intérieures de surface, les déchets, les indicateurs, l'établissement de rapports sur l'état de l'environnement et la télédétection. Les experts des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale se sont familiarisés avec certains outils, directives, méthodes et systèmes de classification mis au point par l'AEE et ses pays membres et ont commencé à les appliquer progressivement. Les activités du Groupe de travail ont bénéficié d'un financement du Gouvernement danois et de la Commission européenne.

4. Les ministres réunis à Kiev ont exprimé leur appui au Groupe de travail, s'agissant notamment de ses activités en vue de renforcer les capacités des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale en matière d'information et d'observation concernant l'environnement. Ils ont pris acte de la nécessité de continuer à développer, au niveau régional, le cadre de coopération qu'offre le Groupe de travail, et ils ont invité les donateurs à apporter leur appui à ce groupe.

5. À sa quatrième session, tenue à Genève les 4 et 5 septembre 2003, le Groupe de travail a débattu d'un suivi des dispositions de la Déclaration ministérielle de Kiev relatives à la surveillance et l'évaluation (CEP/AC.10/2003/2). Il est convenu qu'il était justifié de poursuivre les activités entreprises par ses soins, voire d'en élargir la portée. Il a proposé ses services en tant que facilitateur en vue de la réalisation des objectifs relatifs à la surveillance de l'environnement et à la gestion de l'information qui sont énoncés dans la Stratégie environnementale des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale adoptée à Kiev. Compte tenu de l'importance des évaluations environnementales, dont les ministres réunis à Kiev ont pris acte, un grand nombre de membres du Groupe de travail ont estimé que le nom de leur groupe devait renvoyer explicitement à cet aspect particulier. On trouvera en annexe à la présente note un projet de mandat d'un groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement, que le Groupe de travail a établi en septembre.

6. Si le Comité devait décider de renouveler le mandat du Groupe de travail, des contributions volontaires seraient nécessaires pour financer ses activités à partir de 2004. Ces contributions permettraient au Groupe de travail de continuer à renforcer les capacités de surveillance et d'observation des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et de les intégrer dans les principaux réseaux internationaux, en particulier ceux établis par l'AEE et axés sur les volets mis en relief par les ministres dans la Déclaration de Kiev et dans la Stratégie environnementale des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Cela contribuerait en outre à garantir, le moment venu, la participation active de ces pays à l'élaboration du quatrième rapport d'évaluation. Les activités à entreprendre à titre prioritaire concernent notamment les équipements électroniques, les outils et directives pour une meilleure gestion des réseaux et de l'information relatifs à l'environnement, les indicateurs environnementaux et l'établissement de rapports sur l'état de l'environnement, la surveillance des sources de pollution et les applications de la télédétection pour la surveillance en matière environnementale.

7. Le Comité est invité à adopter le mandat du groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement et à appeler la Commission européenne et les États membres intéressés à fournir un financement en vue d'appuyer la mise en œuvre de ce mandat. Si le financement nécessaire devait faire défaut, le Groupe de travail ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités.

Annexe**MANDAT ACTUALISÉ DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA SURVEILLANCE
ET DE L'ÉVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT**

1. Conformément aux décisions de la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Kiev, 2003), le Comité des politiques de l'environnement change le nom du «Groupe de travail spécial de la surveillance de l'environnement», qui devient le **«Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement»**. Le Groupe de travail doit servir d'instrument aux États membres de la CEE pour la formulation de recommandations, l'élaboration de plans d'action et le renforcement des initiatives internationales mises en œuvre dans la région pour une action harmonisée et productive dans les domaines de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement et de l'établissement de rapports sur l'environnement, en vue d'étayer les décisions à prendre.
2. Le Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement favorisera la coordination des activités menées dans les domaines susmentionnés, notamment en vue de la préparation des conférences ministérielles «Un environnement pour l'Europe». Il doit contribuer:
 - a) À l'élaboration par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) de rapports d'évaluation sur l'état de l'environnement;
 - b) À une analyse des besoins en matière de surveillance et d'évaluation dans le cadre du processus «Un environnement pour l'Europe» ainsi que des besoins en matière de surveillance et d'évaluation aux plans national et international, y compris des obligations découlant des accords multilatéraux pertinents relatifs à l'environnement.
3. Le Groupe de travail doit tenir pleinement compte des travaux des réseaux et instances internationaux existants et donner la priorité aux domaines suivants:
 - a) Renforcement des capacités d'information et d'observation concernant l'environnement, y compris des réseaux de surveillance, dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, en jouant le rôle de facilitateur pour la réalisation des objectifs relatifs à la surveillance de l'environnement et à la gestion de l'information qui sont énoncés dans la Stratégie environnementale desdits pays;
 - b) Amélioration de la collecte, du transfert et de l'exploitation des données;
 - c) Amélioration de la comparabilité internationale des données relatives à l'environnement;
 - d) Mesures visant à encourager le recours à des mécanismes reposant sur des indicateurs pour les évaluations périodiques de l'environnement et l'évaluation de l'efficacité des politiques de l'environnement et de la prise de décisions dans ce domaine;
 - e) Amélioration de la coordination et optimisation des évaluations de l'environnement, notamment des évaluations stratégiques et des études prospectives, et de la communication d'informations;

f) Définition de normes et de modes de présentation homogènes pour la surveillance et l'évaluation de l'environnement et la communication d'informations sur l'environnement;

g) Coopération en vue de la constitution d'une base de métadonnées harmonisée sur les sources et les ensembles de données, les instituts, les rapports et les autres produits d'information en s'appuyant sur les technologies modernes de l'information; et établissement de liens entre les sites Web pertinents.

Il faudrait en outre étudier les possibilités d'application de l'observation par satellite et des autres techniques de télédétection pour compléter les systèmes et réseaux de surveillance de l'environnement au sol.

4. Conformément à la décision prise par les ministres à Kiev, les donateurs seront invités à apporter leur soutien aux activités du Groupe de travail et à l'élaboration par l'AEE de rapports d'évaluation sur l'état de l'environnement.

5. Le Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement sera ouvert à tous les États membres de la CEE et inclura l'AEE. Les procédures habituelles de la CEE s'appliqueront à la participation des organisations internationales et des ONG actives dans la région de la CEE.

6. Les activités du Groupe de travail devront se dérouler dans un esprit qui garantisse un accès aux données sur l'environnement aussi libre et aussi large que le permet la législation des États membres participants et en coopération avec les principales parties prenantes, y compris les ONG actives dans le domaine de l'environnement et le secteur privé.

7. Le secrétariat de la CEE fournira au Groupe de travail les services de secrétariat et les installations de conférence nécessaires à l'Office des Nations Unies à Genève, conformément aux règles et pratiques de la CEE.

8. Le Comité des politiques de l'environnement réexaminera le présent mandat à l'issue de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe».
